Après la crise sanitaire Comment éviter une explosion de la pauvreté ? (p. 4)

COMMUNISTES

Quelques éléments sur le 2e tour des élections municipales (p. 6)

vidéo

Journée nationale de la résistance et de la création du CNR, allocution de Fabien Roussel PCF - Parti communiste français

L'AIR DU TEMPS

Le cercle des conformistes

Chaque année, en début d'été, le « cercle des économistes », qui regroupe la petite armée des gestionnaires bien-pensants, se réunit pour sa grand-messe libérale, à Aix-en-Provence, entre platanes et opéra. Cette année, crise oblige, cette légion de conformistes et de gourous de la « vie d'avant » se rabat début juillet sur Paris, à la Maison de la radio (merci au service public pour la salle !). Tous les « grands patrons » seront là (Valeo, Total, Orange, Société générale, Solvay, Axa, Moody's, Airbus, Sanofi), épaulés par Bruno Le Maire, Christine Lagarde et l'inévitable Laurent Berger, toujours disponible pour ce genre de raout. Un raout pour quoi faire, au fait ? « Pour faire des propositions pour éviter une crise sociale », dit au *Figaro* Jean-Hervé Lorenzi, le chef du Cercle en question. Comme quoi la pétoche travaille les nantis et leurs amis. ✪ **Gérard Streiff**

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse : ..... €

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

VIDEOS récentes

Quelques éléments sur le 2e tour des élections municipales

Après que le Conseil scientifique a rendu son avis, le gouvernement a décidé que le 2e tour des élections municipales aurait lieu le 28 juin, avec un dépôt des listes le 2 juin. Une clause de revoyure est prévue à quinze jours du scrutin. S'il n'y a pas de reprise de l'épidémie alors la campagne électorale officielle débutera à ce moment-là. Par ailleurs, le gouvernement a fait un appel à propositions auprès des partis et des associations d'élus, les invitant à une séance de travail avec le ministre de l'Intérieur le 27 mai. Le gouvernement se dit ouvert à toute proposition dans la limite où elle ne l'oblige pas à aller devant le Parlement pour modifier la loi électorale. Il a évoqué les pistes de propositions suivantes : circulaire électorale plus longue, facilité administrative pour les procurations, meilleurs accès des listes aux médias régionaux. Or le sénateur de droite Philippe Bas a déjà déposé une proposition de loi : augmenter d'une unité le nombre de procurations qu'un électeur peut porter.

Au-delà du constat partagé que ce scrutin comme celui du 1er tour va se dérouler dans un contexte démocratique fortement dégradé dont le gouvernement porte la responsabilité politique, l'objectif de cet article est de donner des éléments sur la campagne et le déroulement du scrutin si la date du 28 juin est in fine maintenue.

Nos campagnes devront se déployer dans un nouveau cadre légal contraint à la fois par les dispositions générales de la période post confinement et les recommandations du Conseil scientifique retenues par le gouvernement. Mais surtout, nos campagnes devront être à la fois à la hauteur de l'attente démocratique de nos concitoyens et dans le respect exemplaire des mesures sanitaires que la société attend de ses futur·e·s élu·e·s.

De fait, nos campagnes auront une dimension numérique et téléphonique inédite, ce qui n'empêche pas de travailler d'autres moyens plus traditionnels comme l'affichage. Quels que soient les moyens, notre objectif reste, à partir de l'exploitation de tous nos contacts, de convaincre les hésitants, de donner des arguments à nos électeurs, aux têtes de réseaux, aux prescripteurs d'opinion pour convaincre leurs cercles de relations sociales et en évitant toutes les polémiques chronophages sur les réseaux sociaux, ainsi que les phénomènes d'entre-soi. Nous devons en plus assurer ou collecter les procurations de nos sympathisants ou de nos électeurs habituels qui se seraient abstenus au 1er tour par crainte légitime du virus.

Atteindre ces cibles passe par organiser des chaînes « virales » (sic) de courriels, de billets sur les réseaux sociaux, de vidéos, de textos, de téléphones… en ayant toujours à l'esprit qu'un message a toujours plus de chance d'être lu, vu ou écouter, relayer, s'il provient d'une personne physique, en particulier d'un proche, d'un·e ami·e, d'un·e candidat·e que d'une organisation ou de la liste.

Les Wahtsapp, des Facebook live et apéros Facebook de la tête de liste et des candidat·e·s sont à planifier et populariser, y compris par affichette ou courrier sous enveloppe nominative dans les boîtes aux lettres.

Il est aussi nécessaire de travailler sur une liste de mandataires élargie pour collecter un nombre accru de procurations et d'organiser le contact systématique de nos électeurs ayant un risque de covid grave pour leur proposer de faire une procuration.

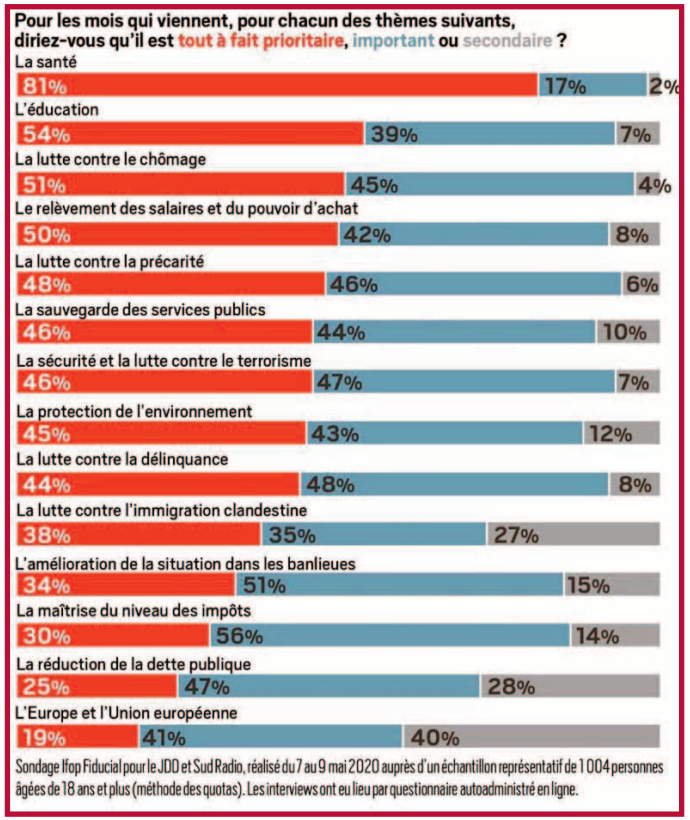
Sur le fond de la campagne, nous devons combattre avec détermination l'idée véhiculée par certains médias et sondages que s'abstenir reviendrait à sanctionner le gouvernement. Nous devrons aussi recalibrer la communication autour de nos projets municipaux par rapport à une société française qui a profondément évolué depuis le 15 mars. Ainsi, si selon les enquêtes d'opinion à la veille du premier tour les principales préoccupations de nos concitoyens portaient sur la sécurité, les impôts locaux et l'écologie, aujourd'hui ce sont les thématiques de la santé, de l'éducation, du chômage, des salaires, de la précarité et des services publics qui arrivent largement en tête. Or cette évolution de l'opinion, qui est encore plus forte dans les catégories populaires, rejoint les terrains d'interventions où les élu·e·s communistes sont les plus reconnu·e·s.

Nous avons tout intérêt à politiser le débat municipal en l'axant sur le besoin de changements profonds et radicaux de notre société qu'a révélé la crise du Covid-19.

Le déroulement du scrutin, tel qu'il a été esquissé par le ministre de l'Intérieur et si tout ou partie des recommandations de Conseil scientifique, certes sanitairement justifiées, sont suivies, va poser d'importants problèmes en termes de sincérité du scrutin. Par exemple, le fait que l'électeur ou l'électrice soit masqué·e et ses papiers vérifiés à distance empêche un véritable contrôle de son identité et peut donc être source de fraude. C'est pourquoi, afin de minimiser ce risque de fraude, il sera nécessaire de maximiser, dans le cadre du respect des mesures sanitaires nécessaires, notre présence dans les bureaux et au dépouillement.

Ce 2e tour des municipales, aux conditions de déroulement si particulières, constituera de fait une première expression électorale du rapport de force qui travaille la société française post déconfinement. À nous de faire que les listes où nous sommes présents incarnent pleinement la colère, mais aussi et surtout les aspirations et les espoirs de notre peuple.

Yann Le Pollotec
membre du CN



Sondage Ifop Fiducial pour le JDD et Sud Radio, réalisé du 7 au 9 mai 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 004 personnes âgées de 18 ans et plus (méthode des quotas). Les interviews ont eu lieu par questionnaire autoadministré en ligne.

27 mai : journée nationale de la Résistance

La modernité du programme du CNR

Ce mois de mai 2020 marque le 75e anniversaire de la chute du nazisme. La fin de ce fléau unique dans l'histoire de l'humanité est d'abord due au courage de tous ces soldats des armées alliées : Royaume-Uni, États-Unis, Union soviétique… À celui de tous ces Français qui s'y sont engagés, mais aussi, nous ne saurions l'oublier, de tous ces hommes issus des colonies, notamment africaines, ces « hommes noirs tombés en Flandres Dans la neige de chez nous » que chantait Aragon en 1949, demandant aux esprits oublieux : « Qui pour parler à vos cendres Se met jamais à genoux » ?
Aux côtés de ces armées régulières, la Résistance joua un rôle de premier plan : rôle militaire bien sûr, rôle politique aussi. Par les armes ou par les tracts, ces hommes et ces femmes, souvent jeunes, ont donné à voir une autre France que celle acclamée par Pétain et voulue par Hitler. Une France qui n'abdiquait pas l'ambition des Lumières et des révolutions.
On connait pourtant la chanson, doucereuse et hypocrite : tout cela est bel et bon mais appartient à l'ancien monde. Respect formel à ces combattants de l'ombre, mais ils n'ont rien à nous dire pour penser aujourd'hui et construire demain. Petit discours et fermez le ban ! Et pourtant, parce que la pandémie de Covid-19, dans toute sa brutalité, remet au cœur des discussions publiques les grandes questions, les grandes voix de la Résistance gagnent à être écoutées de nouveau. Quelle société voulons-nous être ? Celle où quelques « féodalités économiques » décident du sort commun ? Celle où un trader gagne mille fois plus qu'une infirmière ? Celle où le profit d'une poignée prime la santé de tous les autres ?
Bien sûr, hier comme aujourd'hui, certains chemins peuvent séduire quand s'aiguisent les difficultés ; mais la Résistance nous apprend qu'il s'agit d'impasses quand ils ont nom xénophobie, délation, nationalisme, abdication des libertés. L'extrême droite n'a jamais de solution viable. A contrario si on parcourt le programme du Conseil national de la Résistance avec les questions que nous nous posons aujourd'hui… Ne nous faut-il pas construire, pour relever les défis du présent, cette « véritable démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie », comme y appelait le programme de 1944 ? À l'heure des profits indécents et des risques insensés, ne faut-il pas « une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général » ? Et, pourquoi ne pas le dire, alors qu'on a dépecé des décennies durant l'appareil productif national, ne faut-il pas le « retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques » ?, « le droit au travail et le droit au repos », « un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire […] qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine » ? On pourrait citer encore longuement ce programme dont la modernité frappe tant dans notre monde qui chemine depuis bien des années sur une pente directement opposée.
Bien sûr, tout n'est pas dans ce programme, lui-même objet de compromis entre des forces différentes. (Après tout, c'est bien de Gaulle qui, en 1967, porte un des plus rudes coups à cette fille aînée de la Libération, la Sécurité sociale.) Même le projet qui servit de base aux discussions communes, proposé par le communiste Pierre Villon, était écrit dans cet esprit mêlant exigence de répondre aux questions objectivement posées par la situation du temps et recherche d'un accord large permettant une mise en œuvre effective. Mais justement, là réside peut-être une des plus stimulantes réussites de la Résistance : allier exigence, cohérence et rassemblement. Cela ne se décrète pas, s'inscrit dans des configurations nationales et internationales très particulières, mais cela n'interdit pas de réfléchir.

Appel du Conseil National de la Résistance à la conscience mondiale

Des dizaines de milliers de Patriotes Français ont été déportés par l'occupant dans des camps de concentration en Allemagne et en Pologne.

Les uns arrêtés par la police allemande, furent déportés sans qu'eut lieu le moindre simulacre de jugement. Les autres furent livrés par l'administration de Vichy, certains même après avoir purgé leur peine dans les prisons du Maréchal.

Guillaume Roubaud-Quashie
membre du CEN

Après la crise sanitaire

Comment éviter une explosion de la pauvreté ?

La crise sanitaire agit comme un révélateur de l'aggravation des inégalités et de la paupérisation de toute une partie de la population. Aux personnes à la rue, victimes de la fermeture des accueils de jour et des centres de distribution alimentaire à la mi-mars, s'est ajoutée une inquiétante paupérisation des ménages dans les quartiers populaires. L'explosion de la demande d'aide alimentaire de ces familles subissant la fermeture des cantines et une baisse des revenus d'activité souvent liée à des fins de contrats précaires ou d'activités informelles est le révélateur d'une crise sociale profonde. L'allongement des files d'attente aux distributions alimentaires dans le nord-est de Paris, à Marseille ou en Seine-Saint-Denis, avec l'émergence de nouveaux demandeurs (familles monoparentales, étudiants, classe moyenne paupérisée) est d'une violence inouïe. Comme les appels au 115 de personnes en situation de faim. Pour éviter une crise humanitaire, le gouvernement a mis en œuvre plusieurs mesures : la prolongation de la trêve hivernale jusqu'au 10 juillet, le versement d'aides financières ponctuelles aux familles et à certains jeunes, la mobilisation de 20 000 places d'accueil pour les sans-abri ou encore le renforcement du soutien aux associations d'aide alimentaire. Des décisions nécessaires face au risque de malnutrition et d'explosion sociale dans les quartiers. Mais ces mesures ponctuelles suffiront-elles à éviter une catastrophe sociale dans les mois à venir ?

L'effondrement des ressources pour des millions de citoyens laisse également craindre des difficultés à payer les loyers et charges dans le parc social, et encore davantage dans le parc privé. Conscients des risques d'impayés, de nombreux bailleurs sociaux s'organisent pour échelonner les paiements et accompagner les ménages en difficulté. Mais dans le parc privé, où ces ménages ont souvent des taux d'effort à 50 %, les fonds de solidarité logement gérés par les départements ne sont pas assez réactifs pour les protéger de l'endettement locatif et d'une expulsion, une fois la trêve levée.

La gravité de la situation exige une prise de conscience, au sommet de l'État, de la nécessité d'un plan de relance pour les plus précaires. Il faut rapidement augmenter les minima sociaux, en particulier le RSA dont le montant est gelé depuis 2017 (hors inflation) alors qu'il avait augmenté de 10 % sur le précédent quinquennat. Il faut également l'ouvrir aux 18-25 ans qui ne bénéficient pas de la solidarité familiale et qui sont les premières victimes des fins de contrats précaires. L'ampleur du mal-logement nécessite également un plan d'investissement massif en faveur de l'hébergement et du logement très social, avec en priorité le doublement de la production de logements PLAI (soit 60 000 par an) et la mobilisation du parc privé vacant en faveur des plus modestes. L'urgence est aussi d'empêcher les expulsions locatives sans relogement. Au-delà de la nécessaire prolongation de la trêve hivernale sur toute l'année 2020, l'État doit aider les ménages à bas revenu à se maintenir dans leur logement en revalorisant significativement les APL (annulation des coupes budgétaires) et en créant un fonds d'aide au paiement des loyers doté de 200 millions d'€ sur l'année 2020, évitant aux plus pauvres de s'enfoncer dans la dette.

Ce plan de relance doit aussi être l'occasion de sortir de la pauvreté des centaines de milliers de personnes sans titre de séjour ou en situation administrative précaire. Il faut régulariser ces ménages en leur accordant un titre de séjour stable leur permettant d'accéder à l'emploi et au logement.

Enfin, face à l'augmentation du chômage de masse, il faut annuler la réforme de l'indemnisation et mobiliser massivement - et très rapidement - l'emploi solidaire par un plan de soutien à l'insertion par l'activité économie (IAE) ciblé sur les quartiers et territoires les plus touchés par la crise. Concrètement les associations proposent le triplement des postes de salariés dans les chantiers et entreprises d'insertion ainsi que la relance d'un programme de contrats aidés en soutien à l'activité des moins qualifiés. L'économie sociale et solidaire crée des biens communs, des activités et services qui profitent à l'ensemble de la population, dans un cadre non lucratif et non concurrentiel : elle est une solution d'avenir pour redonner des perspectives d'émancipation aux populations qui subissent la violence de la crise dans leur quotidien. ✪

Florent Guéguen
directeur de la Fédération des acteurs de la solidarité[1]

1. La Fédération des acteurs de la solidarité regroupe 870 associations et organismes de lutte contre l'exclusion agissant pour l'accès au logement, à l'emploi et à l'asile des personnes en situation de précarité.

La perspective d'un désastre au Maghreb et au Moyen-Orient

En dépit des faibles niveaux de contamination des populations par le Covid-19, les crises sanitaire et pétrolière qui se greffent sur les crises structurelles antérieures ouvrent pour les populations du Moyen-Orient et du Maghreb une période de grave instabilité sur le plan économique, social, politique mais aussi international.

Des espaces peu touchés par le Covid-19

À l'heure actuelle, la catastrophe épidémiologique annoncée au Maghreb et au Moyen-Orient n'a pas eu lieu. À l'exception de trois foyers de contamination majeurs, la plupart des pays ont des niveaux de diffusion du virus très inférieurs à ceux de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Pourtant, les densités de population, la défaillance des systèmes de santé et de nombreuses situations de guerre constituaient un puissant facteur de sur-exposition.

Israël, la Turquie et l'Iran ont été et demeurent des foyers notables. Pour l'essentiel cette situation résulte d'une mauvaise gestion de la pandémie et de stratégies tardives. Téhéran et Ankara ont nié durant les premières semaines l'ampleur de la maladie. Partout, les mesures de confinement ont été repoussées pour des motifs économiques tandis que la persistance des liaisons aériennes, la fermeture retardée des écoles, le maintien des élections et des pélerinages (Iran) ou des cérémonies religieuses (Israël) ont précipité la contagion. Les autorités ont été prises de vitesse et ont dû faire face, dans un premier temps, à des pénuries qui résultent de coupes effectuées dans les budgets sanitaires depuis deux décennies. Pourtant, en dépit d'inégalités régionales et d'une médecine à deux vitesses, ces pays disposent d'un système sanitaire de qualité pour le Moyen-Orient et de ce fait sont parvenus à infléchir les courbes.

Au Maghreb, dans les pays du Golfe, en Palestine ou en Irak, la pandémie est pour l'instant contenue. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à expliquer ce phénomène : la jeunesse de la population, l'expérience dans la gestion des pandémies, la faiblesse des réseaux de transports et le relatif retrait des flux économiques et touristiques liés à la mondialisation. À cela s'ajoute une réaction rapide des autorités, souvent autoritaire, avec la mise en place d'un état d'urgence, la fermeture des universités, des marchés, des lieux de cultes, l'interdiction des rassemblements et lorsque cela était possible des dépistages soutenus. En raison de la faible confiance des populations dans les autorités politiques et les structures sanitaires, celles-ci ont respecté avec rigueur les mesures de confinement en dépit des incessants discours culpabilisants des autorités à leur égard. Cependant, partout se pose la question de la fiabilité des chiffres et des informations fournies par les gouvernements et les médias qui leur font allégeance. Enfin, certains pays en guerre (Syrie, Yémen, Libye) ne fournissent aucune statistique. La situation actuelle ne présage en rien de l'avenir car les contaminations se poursuivent.

Un désastre économique et social

La crise du Covid-19, amplifiée par la chute des prix du pétrole, se greffe sur une crise économique et sociale structurelle que les guerres récurrentes et les politiques néolibérales ont déchaîné. Le chômage massif et les inégalités côtoient le pillage, la prédation et la corruption des classes dirigeantes qui ont ruiné leur pays respectif.

En dépit d'une demande croissante, l'arrivée du pétrole de schiste, pour l'essentiel américain, a contribué, de manière durable, à une baisse des prix. Plusieurs facteurs ont conduit à un emballement. Avec la crise du Covid-19, la consommation mondiale s'est brusquement effondrée. En mars, un sommet OPEP-Russie destiné à limiter la production pour assurer une remontée des cours s'est traduit par un échec, si bien que l'Arabie saoudite a augmenté sa production pour mettre en difficulté les pétroliers américains. Le baril est alors passé sous la barre des 30 dollars. Face à cette plongée, Moscou et Riyad ont trouvé en avril un terrain d'entente et misent désormais sur un retour de conjoncture et une remontée des prix.

Les pays producteurs du Golfe, de l'Irak ou de l'Algérie, totalement dépendants de cette ressource, sont frappés de plein fouet. L'économie irakienne est financée à 97 % par ces exportations. De ce fait, les déficits budgétaires risquent d'être abyssaux et de violentes politiques d'austérité se profilent. Déjà, les salaires des fonctionnaires, les pensions des retraités, dans de nombreux pays, sont amputés ou tout simplement suspendus.

Le ralentissement de l'activité et la fermeture des frontières mettent les économies à l'arrêt. Les tissus productifs déjà exsangues sombrent, certains systèmes bancaires sont au bord de la faillite comme au Liban tandis que les chaînes de sécurité alimentaire se détériorent. Importer devient plus difficile, favorisant les problèmes d'approvisionnement et une inflation galopante. Partout, les conditions de vie précaire, le chômage et la pauvreté explosent : 40 % des Irakiens et désormais 50 % des Libanais vivent sous le seuil de pauvreté, tandis que les 3/4 des habitants de Gaza ne disposent que de l'aide internationale.

De toute évidence, les économies rentières fondées sur les hydrocarbures ou sur le tourisme (Maroc, Tunisie) ne peuvent plus assurer les équilibres politiques et sociaux. Les États qui en ont les moyens comme la Turquie, l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis puisent dans les réserves et maintiennent leur activité économique avec de grands projets d'infrastructures. Les autres États font appel à la Banque mondiale ou au FMI (Irak, Liban, Tunisie) sans succès pour l'instant. Ces institutions financières internationales conditionnent leur aide à des réformes néolibérales qui ont plongé ces pays dans le chaos.

Un regain d'autoritarisme

Le Covid-19 tend aujourd'hui à renforcer les pouvoirs en place qui profitent de la situation pour accentuer la répression et briser les mouvements sociaux. Pour l'instant les différents gouvernements gardent la main et donnent l'impression de consolider leur assise en gagnant en légitimité. Bachar al-Assad instrumentalise la crise pour apparaître comme le seul recours, les autorités iraniennes évoquent les désastreuses sanctions américaines pour se dédouaner de leurs responsabilitités tandis que Mohammed VI régulièrement critiqué pour son absence du royaume tente d'occuper le terrain. Quant à B. Netanyahou, le virus est devenu son allié pour se maintenir au pouvoir.

Les régimes autoritaires ont repris partout leur offensive contre les forces démocratiques et pacifistes. R.T. Erdogan procède à l'arrestation de tous ceux qui critiquent la gestion sanitaire du gouvernement. Il poursuit sa guerre contre le Parti démocratique des peuples (HDP) en destituant des maires démocratiquement élus et en emprisonnant leurs parlementaires. En Egypte, des militants des droits humains, des blogueurs et des journalistes meurent sous la torture dans les prisons. En Algérie, après la suspension du Hirak, la vague répressive connait une nouvelle vigueur tandis qu'en Palestine les assassinats et les incarcérations n'ont jamais cessé.

Le sort des prisonniers politiques est également une grande source d'inquiétude. Afin de limiter la contagion dans les prisons, de larges lois d'amnistie ont permis la libération de milliers de condamnés de droit commun dont un chef de la mafia lié de l'extrême droite en Turquie. Les prisonniers politiques restent partout emprisonnés dans des conditions difficiles et presque toujours privés de soins. Il en va ainsi de S. Demirtas, de M. Barghouti, des militants Sahraouis ou du Rif et de tous ceux qui croupissent dans les geôles iraniennes, saoudiennes, bahreïnies…

Il serait pour autant aventureux de considérer que le Covid-19 soit une aubaine pour ces régimes autoritaires dont la popularité est chancelante. Quoiqu'il en soit, ils seront comptables des résultats et des conséquences de la lutte contre la pandémie. Certes, les mouvements de contestation qui ont débuté en 2019 ont été mis entre parenthèses, mais sur le fond rien n'a changé car leurs causes structurelles n'ont pas été traitées. S'il est difficile

de prévoir l'évolution de la contestation, celle-ci n'a en rien disparu et reprend même de la vigueur. De premières manifestations ont eu lieu au Liban et en Irak tandis que le Hirak va se poursuivre en Algérie.

La poursuite de l'état de violence

Pendant le Covid-19, les guerres sanglantes qui fragmentent la région se poursuivent, ouvrant une nouvelle phase d'instabilité que les ingérences des grandes puissances et des puissances régionales nourrissent.
Les réfugiés sont à la confluence de tous les malheurs qui frappent les peuples de la région. Particulièrement nombreux au Liban, en Turquie et en Jordanie, ils sont instrumentalisés par le pouvoir en place qui en font des boucs émissaires désormais cantonnés dans des camps. Privés de ressources, ils ne peuvent plus se nourrir ou fuir vers l'Europe barricadée derrière ses frontières.
Depuis le départ unilatéral des États-Unis de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, l'escalade militaire s'amplifie et Washington, par sa politique de sanctions draconiennes, entend obtenir le renversement du régime.
Les alliés de Washington à Riyad et Tel-Aviv multiplient les provocations dangereuses. L'Arabie soudite et Bahrein parlent d'agression iranienne à propos du virus, même si le Qatar, les Émirats arabes unis et Oman apparaissent plus mesurés.
Le plan Trump contre le peuple palestinien permet à Israël d'accentuer sa politique de colonisation et d'apartheid. Le nouveau gouvernement entend, à partir du 1er juillet, annexer la vallée du Jourdain et une partie de la Cisjordanie en violation du droit international mais aussi implanter illégalement de nouvelles colonies.
Au Yémen, la trêve en vigueur n'empêchera pas le retour des offensives emmenées par la coalition conduite par Riyad, même s'il existe une volonté de sortir du bourbier. Quant à la Turquie, elle poursuit pendant la pandémie sa politiques d'agression en Syrie (Afrin) et son soutien aux groupes djihadistes d'Idlib. Son engagement en Libye prend une tournure inquiétante dans la mesure où Ankara fait pression pour entraîner Tunis dans ce conflit.
Ces guerres constituent un terreau favorable à la résurgence de groupes terroristes et plus particulièrement l'État islamique en Syrie et en Irak.
Certes Daesh a perdu son entité territoriale mais conserve une base sociale dans les communautés sunnites. Plusieurs facteurs favorisent sa durabilité : la persistance des gestions communautaires, le désengagement de coalitions internationales et l'abandon des Kurdes, l'absence d'accords entre Erbil et Bagdad dans la gestion des territoires contestés et les exactions des milices chiites contre les civils sunnites.
La lutte contre la pandémie amènent plusieurs observateurs à poser la question de la levée des sanctions, notamment contre l'Iran, afin de permettre l'importation de produits humanitaires. Pour venir à bout de la crise, il y a la nécessité d'une plus grande coopération internationale.
Avec le déconfinement qui s'annonce, l'exigence de solidarité internationaliste doit grandir pour que s'imposent les exigences de liberté, d'égalité, de dignité et de paix des peuples du Maghreb et du Moyen-Orient. ✪

Pascal Torre
responsable-adjoint du secteur international du PCF
chargé du Maghreb et et du Moyen-Orient

A L'INITIATIVE

Un plan d'urgence pour les associations sportives

L'avenir des associations sportives se joue maintenant et devrait être la première préoccupation de la ministre des Sports, qui pour le moment n'a prévu aucun plan d'urgence.

La pratique régulière d'une activité physique et sportive est apparue comme un besoin essentiel pendant le confinement. Mais les associations ont fermé leur porte début mars et n'ont toujours pas repris leur activité alors que nous entrons dans la période habituellement animée par les tournois, fêtes des sports, forums des associations, riche en lien social et essentielle à la vie associative.
Beaucoup de questions se posent aux clubs : Comment rassurer leurs adhérents sur les conditions sanitaires de la reprise ? Comment faire face à la perte de recettes des initiatives qui n'ont pas lieu ? Comment relancer la prise de licence en club après une si longue coupure et éviter une chute des adhérents pour la saison prochaine ? D'autant plus que les principales ressources des clubs reposent sur les cotisations des familles et les subventions des collectivités qui sont elles-mêmes en difficulté.
Il y a un risque évident de tension entre les clubs locaux et les fédérations sportives en course pour récupérer des subventions et regagner des licenciés. Certains clubs peuvent être tentés d'augmenter leurs cotisations au risque d'accroitre les inégalités d'accès au sport. Par exemple, à Paris, l'inscription d'un enfant au judo peut coûter 300 euros ; difficile pour une famille qui va subir les conséquences économiques de la crise d'envisager une augmentation. Bien au contraire, dans cette période la priorité nationale devrait être la réduction du coût des licences pour les familles et même envisager la gratuité.
Pour cela, l'après-confinement doit conduire à un changement de cap dans la politique sportive nationale. Nous proposons de rebâtir le service public du sport autour de deux priorités, l'éducation physique et sportive à l'école et les associations sportives, les deux pierres angulaires du droit d'accès au sport. Plutôt qu'instrumentaliser les clubs sportifs en les transformant en prestataires de service de l'Éducation nationale au détriment de la vie associative et de l'EPS comme le proposent des députés, le gouvernement devrait décréter un plan national de relance pour les clubs.
Nous proposons rapidement un plan d'urgence accompagné d'un fonds d'aide en matériel de protection du Covid-19 pour les gestes barrières dans les clubs sportifs (masques et gels) et la généralisation des tests pour tous les licenciés. Nous proposons un plan de relance de la pratique sportive en club, avec une aide de l'État à la prise de licence à hauteur de 50 % sur critères sociaux et une indexation sur la base du quotient familial. Une prise en charge des collectivités territoriales d'une autre part de la licence pourrait fortement réduire les coûts de la pratique pour les familles. Mais pour cela le gouvernement doit être ambitieux, avec le doublement immédiat des crédits dédiés au sport et sa progression dans les 6 prochaines années pour atteindre 1 % du budget de la nation. Le financement du sport doit être entièrement revu et sécurisé. Au regard du rôle essentiel de la pratique d'un sport pour la santé publique et le lien social, il devrait être un volet à part entière de la Sécurité sociale. De même que les contributions salariales et patronales alimentent le budget de la Sécurité sociale, une part des cotisations sociales devrait être consacrée au sport qui sécuriserait ainsi le service public du sport d'une nouvelle ère. ✪

Nicolas Bonnet
membre du CN
responsable national du collectif Sports et loisirs

COMMUNISTES 2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi. **RÉDACTION :** Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe **MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE :** Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Les jeunes ne paieront pas la crise

La France et le monde connaissent une crise sanitaire sans précédent. Les mesures de confinement mises en place ont entraîné une diminution de la production et du commerce international, et par là même accéléré l'arrivée d'une crise économique.

Cette baisse de la production n'est pas sans effets sociaux. Après l'annonce d'un "plan de restructuration" chez Airbus, c'est au tour de Renault d'annoncer la fermeture de certains de ses sites. Les plans de licenciements de ces grandes entreprises ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Derrière eux, ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui sont menacés. Si cette hausse du chômage va concerner toute la population, ce sont les jeunes qui risquent d'être parmi les plus touchés. En effet, ce sont eux qui occupent majoritairement les emplois les plus précaires. Ils sont déjà nombreux à avoir perdu leur emploi depuis le début du confinement, et cela risque de s'empirer. Avec la crise, les jeunes risquent de payer durement des années de casse du Code du travail.

À celles et ceux qui vont perdre leur emploi s'ajoutent les centaines de milliers d'autres qui auront fini leur formation en septembre et qui arriveront sur un marché du travail déjà saturé. Cette situation sera d'autant plus injuste que ces jeunes n'auront ni le droit au chômage, ni même à aucun minima social, ce qui aura pour conséquence l'aggravation de la précarité vécue par une partie de la jeunesse. Face à ce risque, les annonces temporaires et tardives prises par l'exécutif apparaissent bien timorées, et insuffisantes.

Pourtant, selon Emmanuel Macron lui-même, cette crise sanitaire devait être l'occasion de tirer les leçons du passé. Or, force est de constater que ce n'est pas le cas. Lorsque les jeunes ont besoin d'un plan ambitieux pour les sortir de la précarité, le gouvernement se contente de leur donner un chèque de 200 €.

La crise que nous traversons est aussi éducative. La "continuité pédagogique" tant vantée par le gouvernement ou encore la reprise de l'école sur la base du volontariat ont eu pour conséquence l'accroissement des inégalités au sein même du système scolaire. Pour les élèves les plus en difficulté, les risques de décrochages et d'échecs scolaires sont immenses. L'urgence doit être à un projet politique ambitieux pour la jeunesse. Ce projet doit s'accompagner aussi bien de mesures immédiates de protection sociale que de mesures à plus long terme favorisant une sécurité de l'emploi et de la formation pour l'ensemble des jeunes. C'est ce à quoi les Jeunes communistes comptent s'atteler dans les semaines à venir.

Le Mouvement jeunes communistes de France fait une série de 15 revendications immédiates :

- La gratuité des masques.
- L'ouverture du RSA pour les jeunes de moins de 25 ans.
- La fin des contrats précaires, notamment en requalifiant les CDD en CDI et la titularisation des contractuels dans la fonction publique.
- L'interdiction des licenciements pour cause d'activité ralentie durant le confinement.
- Une bourse exceptionnelle estivale pour tous les étudiants par la prolongation de la bourse sur critères sociaux.
- L'annulation des loyers des résidences CROUS.
- La revalorisation immédiate des APL.
- L'exonération des frais d'inscription pour l'ensemble des étudiants.
- La rémunération au minimum au SMIC pour tous les étudiants en médecine et en école d'infirmiers.
- La réduction des effectifs dans les classes dès la rentrée de septembre en recrutant massivement des enseignants afin de permettre des dispositifs d'accompagnement pour les élèves les plus en difficulté à la rentrée.
- Un plan d'investissement dans les universités par une embauche massive d'enseignants afin de permettre une reprise des cours en présentiel dès le mois de septembre.
- Le rattrapage, pour tous les lycéens qui n'obtiennent pas le bac au contrôle continu, même en dessous de 8 de moyenne.
- Le financement par l'État d'un chèque "sport et culture" d'un montant de 300 euros permettant à chaque jeune de pratiquer une activité sportive et culturelle gratuitement durant l'été.
- L'ouverture des frontières afin d'accueillir dignement les migrants actuellement bloqués.
- La régularisation de tous les travailleurs sans papier.

Ces revendications se veulent facilement applicables immédiatement. Le MJCF est bien déterminé à les populariser à travers le pays, afin d'affirmer que les jeunes ne paieront pas la crise ! ✪

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse :.....€ Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19